

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 07/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

N.V BISCUITS DELACRE SA

116 rue Bellevue
59850 Nieppe

Références : -
Code AIOT : 0007001591

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement N.V BISCUITS DELACRE SA implanté 116 rue Bellevue 59850 Nieppe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024. Elle porte sur les rejets du site ainsi que sur la thématique RSDE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- N.V BISCUITS DELACRE SA
- 116 rue Bellevue 59850 Nieppe
- Code AIOT : 0007001591
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'établissement est spécialisé en biscuits pâtisseries sucrés à travers deux types de fabrication, soit le monoproduit, soit les assortiments. Cette usine comporte des stockages de farine, de sucre, de matières grasses végétales, d'œufs et de chocolat. Elle est composée de 5 lignes fours, 1 lignes pour faire les biscuits sandwichés, 2 lignes enrobage chocolaté, 3 lignes dédiées au mono-produit, 2 lignes manuelles et 1 ligne automatique pour les assortiments.

Le site emploie environ 280 salariés à temps plein et peut produire de l'ordre de 10 000 t/an. En haute saison, de fin juin à mi-décembre, près de 150 intérimaires viennent compléter les équipes. En fonction du type de produits fabriqués, la production du site peut atteindre jusqu'à 45 tonnes par jour.

Cette production est destinée pour 85 % à l'Europe, le solde est expédié au Canada et aux USA.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Valeur limite d'émission	Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 8.5.2	Sans objet
2	Positionnement RSDE	Arrêté Ministériel du 24/08/2017	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit tenir informer l'inspection quant aux divers projets d'amélioration de son rejet. Concernant la thématique "RSDE", l'exploitant s'est engagé, par mail du 10/01/2024, à réaliser 4 campagnes de mesures trimestrielles, conformément à la liste des polluants reprise dans l'article 36 de l'annexe 9 de l'arrêté ministériel du 24 août 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeur limite d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/1999, article 8.5.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission		
Prescription contrôlée : Le rejet des effluents industriels doit respecter les valeurs maximales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • $T^{\circ} < 30^{\circ}\text{C}$ • $5,5 < \text{pH} < 8,5$ • $\text{DCO}/\text{DBO} < 3$ 		
Paramètre	Concentration en mg/l	flux journalier en kg/j

MES	1900	135
DCO	3700	262
DBO ₅	1500	105
Azote global	150	10,5
Phosphore total	50	3,5
Matières grasses et huileuses	214	15
HC totaux	10	0,7

Constats :

Lors de la précédente inspection réalisée le 20 octobre 2022, il a été constaté que le contrôle inopiné effectué du 29 au 30 juin 2022 avait révélé des dépassements importants des seuils de DBO₅, DCO et matières grasses (MEH). Ces anomalies ont reflété une surcharge de la station de traitement physico-chimique de l'usine, soulevant des questions sur son dimensionnement ainsi que sur l'efficacité de son traitement.

L'exploitant a indiqué que, lors du contrôle inopiné en 2022, plusieurs dysfonctionnements avaient eu lieu sur le site :

- Un incident sur la fabrication des pâtes "cigarette russes", entraînant une vidange de la pâte.
- Un changement de production sur la ligne "Kinder", nécessitant un nettoyage complet de la ligne.
- Un taux de déchets très élevé sur la production de biscuits "schtroumpf."

Ces perturbations ont provoqué un apport massif de matières organiques à la station, qui n'a pas pu les traiter de manière efficace.

Plusieurs actions d'amélioration avaient été entreprises par l'exploitant avant l'inspection, et de nouvelles étaient prévues pour 2023 et 2024. Parmi celles-ci, figuraient la mise en place d'un recyclage automatique des eaux traitées d'ici décembre 2023, la régulation du débit de la pompe d'alimentation d'ici juin 2023, l'ajout d'une instrumentation complémentaire d'ici août 2023, et l'installation d'un capteur DCO en sortie des rejets pour décembre 2023. Un rétrofit de l'armoire électronique était également programmé pour janvier 2024.

L'ensemble de ces plans d'action ont bien été réalisés par l'exploitant, conformément à son tableau de suivi.

Le contrôle inopiné réalisé le 15 mars 2023, a indiqué un dépassement de la valeur limite maximale en concentration de DBO₅ (1 600 mg/L au lieu de 1 500 mg/L). Cependant, aucun dépassement en flux n'a été observé. Le rapport de contrôle précise que ce dépassement peut être considéré comme non significatif au regard de l'incertitude de mesure.

Le contrôle inopiné effectué en 2024 n'a relevé aucun dépassement.

Enfin, l'autosurveillance des paramètres à surveiller sur GIDAF pour 2023 montre des dépassements de la concentration de la DBO₅ de l'ordre de 8 %; pour les autres paramètres, le dépassement est inférieur à 1 %.

Les données de 2024 indiquent également un dépassement de la concentration du paramètre

DBO₅ de l'ordre de 10 % et de la DCO de l'ordre de 5 %. Pour les autres paramètres, le dépassement est inférieur à 1 %.

L'exploitant poursuit son plan d'action d'amélioration continue de la STEP :

- **Étape 1** : Audit de la STEP (13 k€) - Réalisé (84%).
- **Étape 2** : Plan d'action d'amélioration continue (60 k€) - Réalisé (100%).
- **Étape 3** : Remplacement de l'armoire électrique et automatisation de la STEP (100 k€) - Finalisé (août 2024), en attente du DOE.
- **Étape 4** : Rejet direct rue Bellevue (150 k€) - Commandé, mise en place prévue le 1^{er} mai 2025 (40%).
- **Étape 5** : Mise en place de l'aération du bassin tampon (150 k€) - Budget validé, étude en cours avec 3 fournisseurs (20%).

L'exploitant prévoit également une amélioration de ses rejets. Pour ce faire, il souhaite réaliser une étude sur la mise en place d'un réacteur biologique séquentiel ("SBR" en anglais) en amont de son process physico-chimique. Voici les étapes et le calendrier associés:

- **Étape 7** : Étude Amodiag SBR (35 k€) - En cours, commande réalisée, accompagnement Amodiag prévu (0%).
- **Étape 8** : Mise en place du SBR suivant l'étude Amodiag (600 k€) - Budget validé, mise en œuvre prévue courant 2026 (0%).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de la tenir informée de l'état d'avancement de ses projets d'amélioration des rejets, notamment sur l'étude SBR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Positionnement RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Un courrier de la DREAL du 20/12/2019 demandait à l'exploitant un positionnement sur l'arrêté ministériel "RSDE" du 24 août 2017 (nouvelles Valeurs limites d'Émission et nouvelles fréquences de surveillance en fonction des flux émis de chaque substance).

Constats :

En date du 20 décembre 2019, l'exploitant a reçu un courrier indiquant l'application de l'arrêté ministériel du 24 août 2017, qui modifie l'arrêté du 14 décembre 2013 applicable au site, sur les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau.

Ces dispositions, applicables depuis le 1^{er} janvier 2018, comprennent une surveillance renforcée des rejets ainsi que l'introduction ou la révision des valeurs limites d'émission (VLE), effectives

depuis le 1er janvier 2020. Les arrêtés préfectoraux antérieurs relatifs à la surveillance pérenne RSDE du site sont désormais abrogés.

En conséquence, il a été demandé aux exploitants de mettre à jour leur programme de surveillance avant le 31 mars 2020. Ce document doit inclure :

- les modalités de surveillance des substances dépassant les seuils de flux définis,
- celles soumises à des VLE (en particulier les substances dangereuses prioritaires, visées par des objectifs de suppression à échéance 2021, 2028 ou 2033),
- ainsi que celles non incluses dans l'action RSDE mais pertinentes selon la Directive Cadre sur l'Eau de 2013 ou d'autres polluants spécifiques (PSEE).

Il faudra également justifier l'absence de certaines substances, si applicable.

Depuis octobre 2019, la déclaration des résultats liés à l'action RSDE est intégrée dans le cadre de l'autosurveillance classique et se fait via un tableau unique. Les exploitants devaient également compléter le tableau de positionnement fourni en annexe 3 du courrier, qui résume leur situation pour chaque substance concernée.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir eu connaissance de ce courrier.

Par courriel du 14 novembre 2024, l'exploitant a répondu à l'inspection, précisant avoir réalisé une surveillance sur le paramètre zinc, conformément à son arrêté préfectoral complémentaire du 13 février 2014 relatif à la surveillance pérenne RSDE.

Par courriel du 09 janvier 2025, l'inspection a renvoyé à l'exploitant le courrier de 2019 ainsi que ses annexes afin qu'il puisse se positionner sur les paramètres cités dans l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 24 août 2017. Elle a également rappelé à l'exploitant que cet AM vient abroger l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 février 2014.

Pour se conformer à la réglementation, l'exploitant s'est engagé, par courriel du 10 janvier 2025, à réaliser quatre campagnes de mesures trimestrielles concernant la liste des polluants reprise dans l'annexe IX (secteur agroalimentaire) de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (JO n°234 du 6 octobre 2017).

Ces campagnes permettront à l'exploitant de se positionner sur les paramètres RSDE sur la base de mesures tangibles avant la fin de l'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A l'issue de ces campagnes de mesures, il est attendu par l'inspection que l'exploitant réponde sur le positionnement des paramètres RSDE en complétant l'annexe 3 du courrier du 20 décembre 2019, avant fin 2025.

Type de suites proposées : Sans suite